

LA SANTÉ notre bien commun

la santé sacrifiée au nom de l'austérité

Le gouvernement Fillon-Sarkozy a porté des coups importants au système de soins et de protection sociale : nouvelle réforme des retraites, franchises soit disant médicales, déremboursements, étranglement budgétaire et financier de l'hôpital public, favorisé par la tarification à l'activité (T2A) transformant l'hôpital en entreprise de production de soins ; la loi Bachelot avec la mise en place des toutes puissantes Agences régionales de Santé (ARS) qui, de manière autoritaire et technocratique, imposent des restructurations-fermetures d'établissements souvent au profit du secteur privé ; des milliers de postes supprimés à l'occasion de plans de retour à l'équilibre financier dans le public ; l'adoption de la loi liberticide du 5 juillet 2011 qui fait passer la psychiatrie d'une logique sanitaire à une logique de contrôle social.

Partout, la pénurie de professionnels de santé s'est développée, aboutissant à la constitution de véritables déserts sanitaires dans les territoires

avec le gouvernement Hollande, la situation ne s'améliore pas

Les restructurations hospitalières continuent de plus belle. Les ARS ne sont pas remises en cause mais au contraire confortées.

Le budget de la Sécurité sociale adopté pour 2013 est venu confirmer des choix d'austérité. Le budget 2014 et suivants (semestre européen) seront pires !

Par contre, les dépassements d'honoraires (ville et hôpital public), au lieu d'être interdits, sont légalisés par Marisol Touraine, ministre de la Santé ; il n'y a eu aucune remise en cause des franchises et autres forfaits hospitaliers. C'est encore des difficultés plus grandes pour une partie

de la population d'accéder aux soins, dont environ 30% qui renonce aujourd'hui à des soins pour motifs financiers et/ou déserts médicaux.



SANTÉ
100% REMBOURSÉ
PAR LA SÉCU
L'ALTERNATIVE À L'AUSTERITÉ
C'EST POSSIBLE !

et à la multiplication des postes vacants à l'hôpital justifiant les fermetures d'activité et entraînant une dégradation massive des conditions de travail des personnels.

La situation de financement de la Sécurité sociale s'est dégradée au rythme de l'augmentation des exonérations des cotisations patronales indécemment qui ont réduit les recettes ou transféré sur l'impôt ce qui était prélevé directement sur la richesse produite.

Tous ces mauvais coups ont été possibles par un contexte de pénétration toujours plus active de groupes financiers avec leurs réseaux de cliniques privées et des assureurs dans l'offre de complémentaire la situation ne s'améliore pas.

Les complémentaires santé (assurances privées ou mutuelles), inscrites dans la logique assurantielle individuelle, contribuent activement au recul et à la remise en cause de la Sécurité sociale.

Le récent accord sur l'ANI, qui prévoit la généralisation des complémentaires d'entreprises, constituent un pas en avant important dans cette direction.

Présentées comme une avancée pour les salariés et leurs familles, elles sont en fait un cheval de Troie contre la Sécurité sociale pour tous.

Elles anticipent sur les réformes des branches Retraites, Assurance maladie, Famille de la Sécurité sociale, mais aussi la perte d'autonomie, toutes réformes en préparation et encadrées par l'idéologie de la « règle d'or », de la « compétitivité » qui sévit dans toute l'Europe.

LA SANTÉ : notre bien commun

le Front de gauche/Santé propose une autre politique

- redonner toute sa place à la Sécurité sociale, universelle, solidaire, pour tous avec une prise en charge à 100%
- l'interdiction des dépassements d'honoraires
- l'arrêt immédiat de toutes les restructurations hospitalières
- la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales
- la formation et le recrutement de personnels
- la psychiatrie a pour mission de soigner des personnes en souffrance et non de traiter des symptômes, ni de normaliser les populations
- la mise en place d'un service de santé publique de proximité avec le développement des centres de santé
- une politique du médicament s'attaquant aux grands groupes pharmaceutiques qui pillent la Sécurité sociale pour distribuer aux actionnaires des milliards d'euros par an avec un pôle public du médicament
- la mise en place d'une réelle démocratie sanitaire basée sur la définition des besoins, offrant à tous la possibilité de participer aux choix à faire en matière d'équipements et d'infrastructures
- retrouver un partage des richesses favorable aux travailleurs et non aux actionnaires implique de s'attaquer au coût exorbitant du capital : augmenter les salaires et cotisations sociales, soumettre tous les produits du travail aux cotisations sociales (stock-options, retraites-chapeaux, épargne salariale...) et aller chercher les milliards d'euros de la fraude patronale !

après la manifestation nationale du 5 mai 2013 à l'appel du Front de gauche pour la VI^e République, contre la finance et l'austérité

le Front de gauche/Santé appelle

6 HEURES POUR LA SANTÉ

25 MAI

à partir de 9h30

Paris

Bourse du Travail
salle Henaff

27 boulevard du Temple

organisées

par le collectif

Notre santé en danger

**ASSISES CITOYENNES
POUR L'HOSPITALITÉ
EN PSYCHIATRIE ET
DANS LE MÉDICOSOCIAL**

31 MAI - 1^{er} JUIN

Villejuif

espace congrès
Essilières

organisées

par le collectif

39 contre

la nuit sécuritaire

MANIFESTATION NATIONALE

15 JUIN

*pour un grand service public
de santé et d'action sociale*

*pour un financement
de la protection sociale*

et de la sécurité sociale

à la hauteur des besoins

le Front de gauche soutient

l'appel initié par

la CGT Santé-Action sociale

maintenant largement unitaire

regroupant des syndicats

des partis politiques

et des associations